

## Le pire naufrage de migrants depuis sept ans au large de la Grèce

Des dizaines de corps de migrants ont été repêchés mercredi 14 juin au large du Péloponnèse, après le naufrage d'un navire qui comptait quelque 400 passagers, partis de Tobrouk, en Libye.

Avec ses grandes tentes rouges et blanches, le port de Kalamata, dans la péninsule grecque du Péloponnèse, s'est transformé en quelques minutes en refuge de fortune pour les 104 migrants sauvés de la noyade aux premières heures de la journée, mercredi 14 juin. Une centaine de jeunes hommes pour l'essentiel, pieds nus et regard perdu, ont été pris en charge par les secours, après le naufrage de leur navire de fortune en mer Ionienne, le pire depuis juin 2016 au large de la Grèce. Quatre d'entre eux, en état d'hypothermie, ont dû être hospitalisés.

Au moins 78 corps ont été repêchés, mais le bilan risque de



s'alourdir, si, comme le craint l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), jusqu'à 400 personnes se trouvaient à bord de ce bateau de pêche. Les recherches pour tenter de retrouver des survivants sont actuellement menées par six navires de garde-côtes, une frégate de la marine, un hélicoptère, ainsi qu'un drone de l'agence des frontières de l'UE, Frontex.

D'après les premiers éléments, l'embarcation a chaviré à 47 milles marins (près de 90 kilomètres) des côtes grecques dans les eaux internationales, où de plus en plus de

passagers naviguent pour éviter les patrouilles locales de garde-côtes. Le bateau, qui se dirigeait vers les rives italiennes, avait néanmoins été repéré dès mardi par Frontex, lui-même alerté par les garde-côtes italiens et les autorités grecques. Mais à en croire les garde-côtes grecs, ses passagers auraient « refusé l'aide et indiqué leur souhait de poursuivre leur voyage ». Quelques heures plus tard, le navire chavirait et sombrait.

Les migrants qui se trouvaient à bord étaient pour la plupart originaires d'Égypte, de Syrie et du Pakistan, affirment les autorités grecques. Mais selon le groupe audiovisuel grec ERT, le navire serait parti du port de Tobrouk, dans l'est de la Libye et au sud de la Crète. Devenue ces dernières années un carrefour migratoire, la Libye compte, d'après l'OIM, plus de 600 000 candidats à l'exil désireux de gagner l'Europe par la Méditerranée. Des migrants arrivés clandestinement d'Afrique subsaharienne pour un grand nombre, via les frontières perméables du vaste Sud désertique.

Les garde-côtes libyens sont régulièrement accusés par les ONG d'intercepter des bateaux de migrants, y compris avec l'aide de moyens européens comme la surveillance aérienne de Frontex, et de les renvoyer de force en Libye. Or, depuis le début du mois, les autorités libyennes ont lancé une vaste répression contre ces migrants, en particulier dans la partie orientale du pays, avec des milliers d'arrestations.

La mission d'appui des Nations unies (Manul) dans le pays s'est émue le 12 juin du mauvais traitement infligé à ces migrants, victimes de « détentions arbitraires massives ». La Manul dénonce la détention de « femmes enceintes et d'enfants » dans des lieux « surpeuplés et insalubres », et « l'expulsion collective » de milliers d'étrangers, même entrés légalement sur le sol libyen. Depuis le début de l'année, quelque 70 000 réfugiés et migrants sont arrivés par voie maritime en Europe, selon les données de l'ONU. Et au 12 juin, 1 257 personnes y avaient laissé leur vie.

Julie Connan

## Aux États-Unis, l'Illinois interdit d'interdire les livres

Une loi signée le 12 juin par le gouverneur de l'État permettra de couper les financements publics aux bibliothèques qui retirent des ouvrages de leurs étagères pour des raisons « partisans ou doctrinales ».

Tout sourire, assis au milieu d'une bibliothèque de Chicago, le gouverneur démocrate de l'Illinois, Jay Robert Pritzker, signait lundi 12 juin la première loi du genre aux États-Unis : « Aujourd'hui, l'Illinois entre dans l'histoire en tant que premier État de notre nation à mettre officiellement fin aux interdictions de livres une fois pour toutes. Nous montrons à tout le monde à quoi ça ressemble de défendre la liberté. C'est aussi simple que cela. » La quasi-totalité des élus républicains de l'État avaient voté contre cette loi.

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les bibliothèques publiques devront adhérer à la charte de l'Association des bibliothécaires américains (ALA) dont l'article premier établit que « les documents (d'une bibliothèque) ne doivent pas être écartés ou interdits au prétexte d'une désapprobation partisane

ou doctrinale ». Elles pourront aussi adopter leur propre charte. Celles qui ne l'adoptent pas se verront privées des 61 millions de dollars distribués chaque année aux 1600 bibliothèques publiques et scolaires de l'Illinois. Le secrétaire d'État de l'Illinois Alexi Giannoulias, à la manœuvre pour la signature de cette loi, assure ne pas vouloir « dire que tous les livres doivent être dans toutes les librairies », mais qu'il faut « faire confiance aux bibliothécaires pour décider quels livres doivent être en circulation ».

La majorité des plaintes contre vise des livres qui abordent les sujets tels que l'identité de genre, le racisme, les relations affectives et l'éducation à la sexualité sous toutes ses formes.

Dans un rapport publié en mars, l'ALA annonçait avoir reçu plus de 1200 plaintes concernant 2500 livres en 2022. Elle n'en avait jamais reçu autant depuis qu'elle a commencé à établir des statistiques sur le sujet, il y a vingt ans. La moitié des plaintes concernent des ouvrages étudiés dans le cadre



scolaire et disponibles dans les bibliothèques des écoles. En Illinois, ce sont 43 plaintes qui ont été adressées à l'ALA. Un chiffre plus élevé que la moyenne des autres États américains, mais loin derrière le Texas, qui comptait 93 plaintes.

Une partie des plaintes viennent de la gauche et concernent des ouvrages comportant des propos racistes. Mais la majorité vise des livres qui abordent les sujets tels que l'identité de genre, le racisme, les relations affectives et l'éducation à la sexualité sous toutes ses formes, notamment chez les personnes LGBT. Des groupes de pression, comme l'association conservatrice Moms for Liberty, organisent l'envoi des plaintes et obtiennent parfois gain de cause.

Des lois facilitant l'interdiction des livres ont même été votées ou sont en voie de l'être dans l'Arizona, l'Iowa, au Texas, dans le Missouri et l'Oklahoma, ainsi qu'en Floride.

Un clip de campagne diffusé après l'annonce de la candidature du président démocrate Joe Biden à sa réélection en 2024 alertait sur « un mouvement extrémiste cherchant à renverser les élections, interdire des livres et éliminer le droit des femmes à disposer de leurs corps ». Superposées à des images de l'invasion du Capitole en janvier 2021, ces accusations visent directement l'ex-président républicain Donald Trump, lui aussi candidat en 2024. Dans un tweet, l'actuel locataire de la Maison-Blanche avait fustigé les « extrémistes Maga (1) qui vous disent quels livres doivent être dans les écoles de vos enfants ». Joe Biden et ses équipes veulent imposer ce débat dans la campagne électorale. Plusieurs sondages réalisés ces derniers mois par des médias américains rapportent qu'une majorité des sondés jugent problématique le retrait de livres des étagères des bibliothèques.

Corentin Mittet-Magnan

(1) « Make America Great Again », slogan de campagne de Donald Trump en 2016.

### essentiel

#### Liban — Le Parlement échoue de nouveau à élire un président

Pour la douzième fois, le Parlement libanais n'a pas été en mesure d'élire le président du pays menacé d'effondrement économique. Au premier tour, Jihad Azour, un responsable du Fonds monétaire international (FMI) a obtenu 59 voix, contre 51 voix pour l'ancien ministre Sleiman Frangié, soutenu par le puissant Hezbollah. Tout candidat a besoin de 86 voix pour être élu au premier tour. Les élus Hezbollah sont ensuite de nouveau sortis de la salle pour empêcher le deuxième tour.

#### Exil

#### Record de 110 millions de personnes déplacées dans le monde

Le monde compte 110 millions de personnes contraintes de fuir leur foyer, a révélé le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), mercredi 14 juin. Les récents combats au Soudan ont aggravé une situation déjà extraordinaire en 2022, avec l'invasion de l'Ukraine et la crise en Afghanistan. Fin 2022, 108,4 millions de personnes étaient déplacées ou réfugiées. « C'est un réquisitoire sur l'état de notre monde », a jugé le patron du HCR, Filippo Grandi. Les moyens font défaut. Le HCR « n'était pas dans une bonne situation financière cette année », a reconnu Filippo Grandi, à l'instar d'organisations comme le Comité international de la Croix-Rouge.

#### Israël

#### Des exportations d'armes en hausse

Le ministère de la défense israélien, qui encadre et approuve les exportations d'armes, a annoncé mercredi 14 juin avoir atteint un record de 12,5 milliards de dollars (11,5 milliards d'euros) de ventes l'an dernier. Un résultat qui a doublé en neuf ans. En vertu des accords dits d'Abraham de 2020 normalisant la relation avec les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan, près d'un quart (24%) de ces exportations étaient destinées à des pays arabes.

#### sur-la-croix.com

#### En Russie, l'ascension des blogueurs militaires